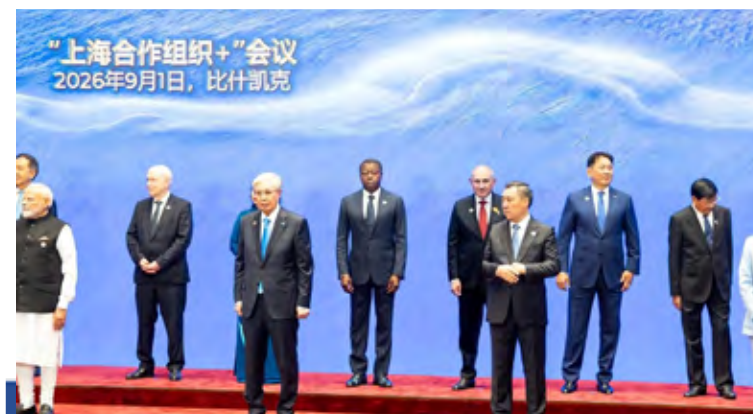


FAURE GNASSINGBE PORTE LA VOIX DE L'AFRIQUE AU SOMMET DE L'OCS A BICHKEK ^{P.3}



TOGOREVEIL



Le pari d'une actualité qui réveille

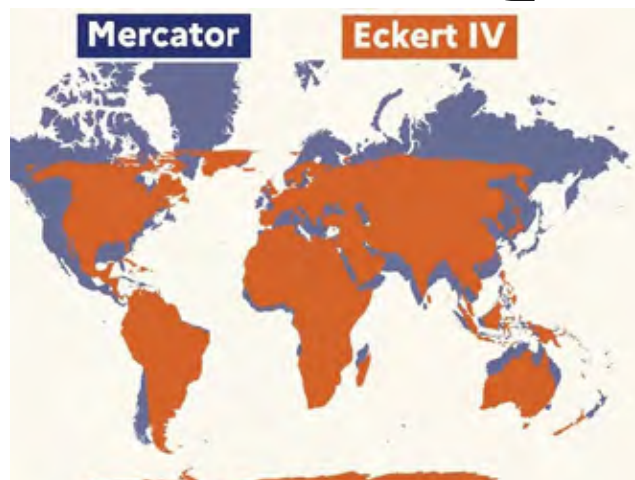
TR 676 du 07 Septembre 2026

Prix: 250 FCFA / Etranger 1€



Corriger la Carte

UNE HISTORIQUE VICTOIRE DIPLOMATIQUE DE L'AFRIQUE PORTEE PAR LE TOGO A L'ONU



**Arrêt de la Cour de justice
de la CEDEAO : P.4**
**UNIR REAFFIRME
LA STABILITE
CONSTITUTIONNELLE
DU TOGO**



Examens du CFA au Togo : P.5
**PLUS DE 50 000 APPRENTIS MOBILISÉS
POUR DÉCROCHER LEUR DIPLÔME D'ÉTAT**
Emmanuel Shéyi ADEBAYOR P.6
**QUAND UN MODELE DE PERSEVERANCE
PARLE A LA JEUNESSE TOGOLAISE**

Marchés publics : P.8
**L'ARCOP SANCTIONNE DES
IRREGULARITES A L'ANAC**



**Réforme constitutionnelle
au Togo: P.4**

**LA SOCIÉTÉ CIVILE
APPELLE A UNE
LECTURE STRICTE
DE L'ARRÊT DE LA
CEDEAO**

L'Afrique solidaire à New York : P.2
**L'UA FELICITE
FAURE GNASSINGBE
ET LE GROUPE AFRICAIN
POUR UNE VICTOIRE
HISTORIQUE**

Corriger la Carte :

UNE HISTORIQUE VICTOIRE DIPLOMATIQUE DE L’AFRIQUE PORTEE PAR LE TOGO A L’ONU

L’Assemblée générale des Nations Unies a adopté, par 164 voix pour, la résolution historique « Corriger la carte », portée par le Togo au nom de l’Union africaine. Ce texte adopté ce 4 septembre 2026 à New York, marque une étape décisive dans la quête d’une représentation cartographique plus juste et équitable des continents, en particulier de l’Afrique.

Un acte de justice cognitive et de vérité historique

La résolution reconnaît que les distorsions issues de la projection de Mercator ont durablement influencé l’imaginaire collectif mondial, réduisant la place de l’Afrique et d’autres régions dans la perception géopolitique, éducative et culturelle. En affirmant que corriger ces biais constitue un acte de justice cognitive, de réparation mémorielle et de vérité historique, l’ONU ouvre la voie à une compréhension équilibrée du monde et à une coopération internationale fondée sur l’égalité.

Le contenu de la résolution appelle à des actions concrètes. Pour les États membres cette résolution appelle à l’adoption de projections équivalentes comme Equal Earth, intégration d’un enseignement critique de la cartographie, renforcement des capacités géospatiales. Pour les Organisations internationales, ce vote aboutira à une collaboration renforcée entre UNESCO, PNUD et institutions spécialisées pour établir des normes géospatiales plus justes. Cette résolution



appelle les Entreprises technologiques à intégrer des représentations cartographiques fidèles dans les systèmes numériques et plateformes mondiales. Et enfin pour les Milieux éducatifs et médiatiques, cette résolution portée par le Togo et largement adoptée par l’Assemblée Générale appelle à la sensibilisation des publics, à la diffusion de cartes scientifiquement exactes et à la vulgarisation des enjeux géographiques. La projection Equal Earth, récemment adoptée par l’Union africaine, est

désormais consacrée comme référence internationale pour les usages éducatifs, institutionnels et médiatiques.

Une portée symbolique et géopolitique

Cette adoption intervient dans le cadre de la Décennie internationale des personnes d’ascendance africaine (2025–2034) et de la Décennie africaine pour la justice et les réparations (2026–2035). Elle confère à l’Afrique une visibilité renforcée dans les débats mondiaux et contribue à redéfinir

son poids géopolitique. Le ministre togolais des Affaires étrangères, Professeur Robert Dussey, a salué « une victoire pour l’exactitude, et pour chaque enfant qui grandira désormais en voyant la véritable place de l’Afrique dans le monde ».

Le rôle diplomatique du Togo

En portant cette initiative au nom de l’Union africaine, le Togo s’est affirmé comme un acteur clé du multilatéralisme. Par son engagement, sa capacité de négociation et son leadership, Lomé a su rallier une majorité écrasante des États membres autour d’un texte équilibré et porteur d’avenir.

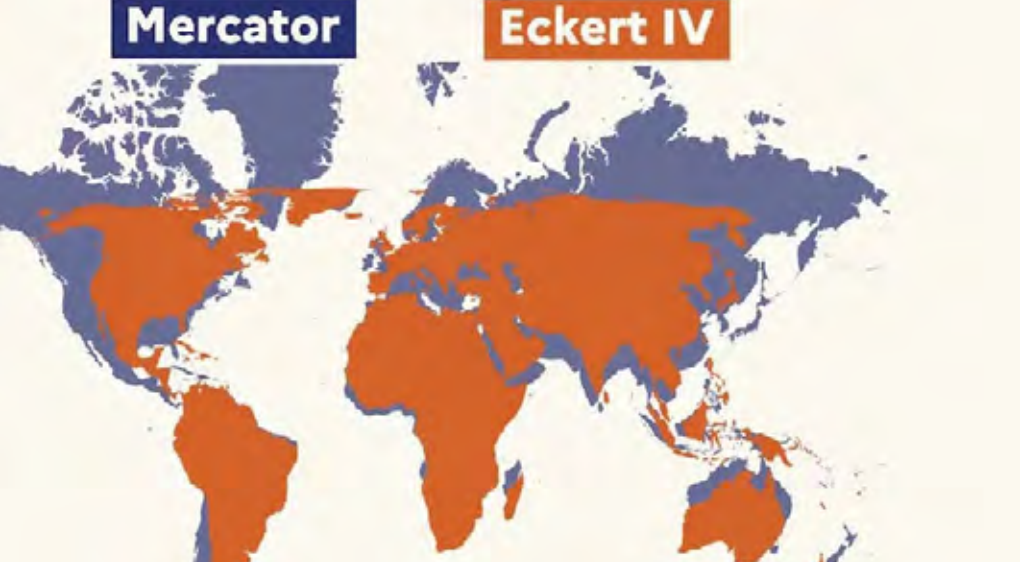
Cette réussite illustre la volonté du Togo de défendre les intérêts du continent africain dans les enceintes internationales et de promouvoir une diplomatie de justice et de vérité.

La résolution « Corriger la carte » dépasse le cadre technique de la cartographie : elle touche à la mémoire collective, à l’éducation des générations futures et à la reconnaissance du rôle de l’Afrique dans l’équilibre mondial. En la portant à l’ONU, le Togo a offert au continent une victoire symbolique et stratégique, inscrivant son action dans une dynamique de réparation et de justice globale.

Germain POULI

L’Afrique solidaire à New York :

L’UA FELICITE FAURE GNASSINGBE ET LE GROUPE AFRICAIN POUR UNE VICTOIRE HISTORIQUE



L’Assemblée générale des Nations Unies a adopté, à une large majorité, la résolution « Correct The Map », portée par le Togo au nom du Groupe africain. Cette initiative vise à promouvoir une représentation cartographique plus juste et fidèle de l’Afrique et des autres régions du monde, mettant fin aux distorsions héritées de la projection de Mercator. Le Président de la Commission de l’Union africaine, S.E. Mahmoud Ali Youssouf, s’est félicité de cette

adoption, soulignant qu’il s’agit d’une avancée importante pour la justice cognitive et la vérité historique.

Le rôle décisif du Togo

Au cœur de ce succès se trouve le leadership du Togo. Sous l’impulsion du Président du Conseil, S.E. Faure Essozimna Gnassingbé, la République togolaise a porté cette initiative avec détermination, mobilisant un soutien massif au sein de la communauté internationale. Ce travail patient et stratégique illustre la capacité du Togo à

se positionner comme acteur diplomatique crédible et influent, capable de défendre les intérêts du continent africain dans les enceintes multilatérales.

L’unité africaine à New York

Le Président de la Commission de l’Union africaine a également salué l’engagement des États membres de l’Union africaine et du Groupe africain à New York. Leur unité et mobilisation exemplaires ont permis de transformer une revendication africaine en une victoire universelle.

Cette cohésion démontre la force d’une Afrique solidaire, capable de faire entendre sa voix et de peser sur les grandes décisions internationales.

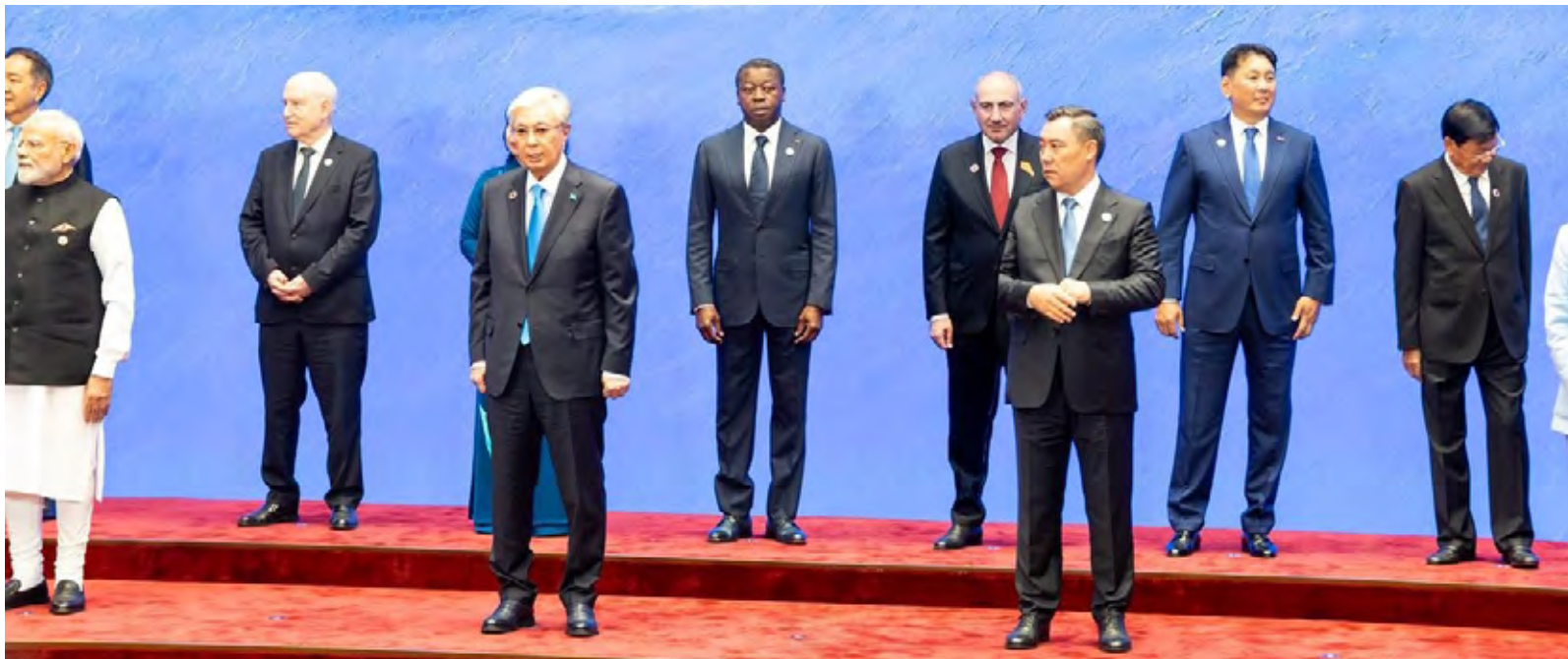
Une portée mondiale

L’adoption de la résolution « Correct The Map » ne se limite pas à une correction technique. Elle constitue un acte de réparation mémorielle et de justice cognitive, essentiel pour l’éducation des générations futures et pour une coopération internationale fondée sur l’égalité et

le respect mutuel. En redonnant à l’Afrique sa véritable place sur les cartes, cette initiative contribue à rétablir une représentation équilibrée du monde et à renforcer la dignité du continent. Cette victoire diplomatique est à la fois celle du Togo, des États africains et du Groupe africain à New York. Elle marque une étape décisive dans la quête d’une représentation équitable et respectueuse des réalités géographiques.

Togoreveil

FAURE GNASSINGBE PORTE LA VOIX DE L'AFRIQUE AU SOMMET DE L'OCS A BICHKEK



Le Président du Conseil du Togo, Faure Essozimna Gnassingbé, a pris part au 26^e sommet de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), tenu à Bichkek au Kirghizistan du 31 août au 3 septembre 2026. Ce rendez-vous majeur, placé sous le thème « 25 ans de l'OCS : ensemble pour une paix durable, le développement et la prospérité », a réuni les grandes puissances d'Eurasie, notamment la Chine, la Russie, l'Inde, l'Iran, le Pakistan, le Kazakhstan, le Kirghizistan,

l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et la Biélorussie, ainsi que des partenaires de dialogue tels que la Turquie, l'Arabie saoudite et le Qatar. Le Togo et l'Égypte étaient les deux seuls pays africains invités, signe de l'importance croissante accordée au continent dans les équilibres mondiaux.

Dans son intervention, Faure Gnassingbé a porté la voix de l'Afrique dans un monde multipolaire en pleine recomposition. Il a insisté sur les défis sécuritaires du continent,

du terrorisme à l'extrémisme violent, tout en rappelant le rôle du Togo comme médiateur dans la résolution des crises régionales, du Sahel à la Guinée, du Niger à la crise entre la RDC et le Rwanda. Cette posture confirme la crédibilité du pays comme acteur de paix et de stabilité.

En marge du sommet, le Président togolais a multiplié les rencontres bilatérales, dont un entretien avec le Premier ministre indien Narendra Modi. Cette rencontre illustre

la volonté de Lomé de diversifier ses partenariats et de renforcer ses relations avec les puissances émergentes. Les échanges ont porté sur le développement des flux commerciaux, les investissements directs et les opportunités de coopération dans des secteurs stratégiques. Le Premier ministre indien a exprimé son optimisme quant aux perspectives de coopération renforcée, ouvrant la voie à une nouvelle dynamique économique entre les deux nations.

La participation du Togo à ce sommet revêt une portée stratégique. Elle offre au pays une visibilité accrue sur la scène internationale et lui permet d'accéder à un espace représentant près de 40 % de la population mondiale et 25 % du PIB planétaire. Elle ouvre également des perspectives de financements pour les infrastructures, de transferts technologiques et de partenariats économiques diversifiés.

En portant la voix de l'Afrique et en consolidant ses relations avec les puissances émergentes, le Togo affirme son rôle de pont entre le continent et l'Eurasie. Cette démarche s'inscrit dans une stratégie diplomatique plus large visant à renforcer la position du pays sur l'échiquier international et à inscrire son développement dans une dynamique durable et multipolaire.

Patrick NIMA

Un cadre inédit de concertation

LE TOGO LANCE LE CLUB PPP POUR DYNAMISER LES INVESTISSEMENTS ET LES INFRASTRUCTURES



Le gouvernement togolais a officiellement lancé, le 3 septembre à Lomé, le Club de partenariat public privé (PPP), à l'issue d'une conférence de haut niveau consacrée au financement des infrastructures. Organisée avec l'appui du Club PPP MedAfrique, la rencontre a réuni décideurs publics, investisseurs, experts et acteurs du financement, confirmant la volonté du pays de renforcer son attractivité économique.

Pensé comme une plateforme de dialogue permanent, le Club PPP réunit l'État, les collectivités territoriales, les entreprises, les banques, les fonds d'investissement, les cabinets juridiques et financiers, ainsi que les partenaires techniques et institutionnels.

Objectifs et ambitions

L'initiative vise à faciliter la préparation, la structuration et la

mise en œuvre des projets en PPP. Elle doit permettre : la mobilisation des financements privés en faveur des infrastructures prioritaires, l'émergence de projets bancables et leur accélération et le renforcement de la confiance des investisseurs. Le ministre de l'Économie et de la Veille stratégique, Badanam Patoki, a rappelé que « le PPP n'est pas un contournement budgétaire. C'est un instrument d'efficacité, de rigueur et de responsabilité partagée ».

Conditions de réussite

Les travaux ont mis en avant les conditions essentielles pour garantir le succès des PPP : transparence, préparation rigoureuse des projets et bancabilité. Pour assurer le suivi, une Task Force opérationnelle a été annoncée. Elle constituera un guichet unique chargé de lever les blocages et d'accélérer les dossiers, avec une obligation de résultats.

Une dynamique inscrite dans la feuille de route 2026 2031

La création du Club PPP intervient dans un contexte où le gouvernement entend renforcer le recours aux partenariats public privé pour accompagner la mise en œuvre de sa feuille de route 2026 2031. L'objectif est clair : accélérer la réalisation des infrastructures stratégiques et consolider le rôle du secteur privé comme moteur de croissance.

Avec le lancement du Club PPP, le Togo franchit une étape décisive dans sa stratégie de financement innovant. En misant sur la concertation et la responsabilité partagée, le pays entend bâtir des infrastructures modernes, renforcer la confiance des investisseurs et inscrire son développement dans une dynamique durable.

Germain POULI



TOGOREVEIL
Le pari d'une actualité qui réveille

Visitez notre page web

- Politique
- Education
- Culture
- Economie
- Société

www.togoreveil.com

Abonnez-vous ou achetez la version pdf de votre journal dès aujourd'hui !

www.perspectiveinfo.com/togoreveil

TOGOREVEIL

DIRECTEUR DE PUBLICATION Germain POULI	DISTRIBUTION ET ABONNEMENT Tel: 22 38 18 58
COMITÉ DE RÉDACTION Rania YAWO Mirella SOGLO London KAWANA Patrick Nima Peggy	02 BP 20061 LOMÉ Adresse 585, Avenue du Grand Séminaire Hédzranawé face Ets VINS D'ITALIE Tel: 22 61 12 19 / 22 38 18 58 00 02 76 54 E-mail: gpouli@yahoo.fr
SERVICE COMMERCIAL ET PUBLICITÉ Assata TOURE SECRÉTARIAT Micheline MENSAN INFOGRAPHIE Alex KRATIDE (91 77 28 84)	Tirage 4000 Exemplaires IMPRIMERIE RAD GRAPHIC SARL U

Arrêt de la Cour de justice de la CEDEAO :

UNIR REAFFIRME LA STABILITE CONSTITUTIONNELLE DU TOGO



La première réaction du parti au pouvoir face à l'arrêt de la Cour de justice de la CEDEAO est désormais connue. À travers une mise au point officielle portée par la voix de Kanka Malik Natchaba, Délégué national du Mouvement des jeunes Unir, le parti présidentiel a tenu à clarifier

sa position : la décision de la juridiction communautaire ne remet nullement en cause l'ordre constitutionnel actuellement en vigueur au Togo.

Invité sur Kanal FM, l'ancien ministre a appelé les acteurs politiques à s'en tenir au contenu exact de l'arrêt, plutôt qu'aux

interprétations qui en sont faites par certains partis d'opposition et organisations de la société civile. Une décision sans effet d'annulation

Rendu en janvier, l'arrêt de la Cour avait estimé que la modification constitutionnelle du 25 mars 2024 constituait un changement

inconstitutionnel de gouvernement au regard de l'article 23 de la Charte africaine de la démocratie. Mais pour Unir, cette décision ne prescrit ni l'annulation de la Constitution, ni son retrait, encore moins un retour à l'ordre institutionnel antérieur.

« Nous avons vocation à nous coller à la décision de la Cour », a déclaré Natchaba, soulignant qu'aucune disposition de l'arrêt ne rend caduques les réformes engagées.

L'alternance politique reste possible

Le responsable d'Unir a également rejeté l'argument selon lequel la nouvelle Constitution empêcherait l'alternance. Il rappelle que les principales institutions sont issues d'élections et que les acteurs politiques conservent la possibilité de participer aux échéances électorales.

Cette précision vise à rassurer sur la continuité démocratique et à contrer les discours assimilant la réforme constitutionnelle à une fermeture du jeu politique.

Pas de sanctions automatiques

Sur la question des sanctions internationales, Unir insiste :

aucune sanction automatique n'est prévue par l'arrêt. Le parti appelle plutôt à privilégier le dialogue et les mécanismes internes pour régler les différends politiques.

Cette position rejoint celle exprimée par le gouvernement togolais fin juillet, contestant la compétence de la Cour de justice de la CEDEAO pour apprécier la constitutionnalité du droit interne.

Un débat toujours ouvert

Pour les autorités togolaises, la Cour ne dispose pas d'un pouvoir de contrôle de constitutionnalité des normes nationales. Le débat demeure donc ouvert entre le pouvoir et ses opposants sur la portée juridique et politique de l'arrêt communautaire.

En réaffirmant que la Constitution togolaise reste pleinement en vigueur, le parti Unir entend couper court aux interprétations qui visent à fragiliser l'ordre institutionnel. Cette mise au point traduit une volonté de défendre la stabilité politique du pays tout en maintenant le dialogue sur les enjeux démocratiques.

Germain POULI

Réforme constitutionnelle au Togo:

LA SOCIETE CIVILE APPELLE A UNE LECTURE STRICTE DE L'ARRET DE LA CEDEAO

Le débat sur la réforme constitutionnelle togolaise et l'arrêt de la Cour de justice de la CEDEAO connaît un nouveau tournant. Réunies le 3 septembre à Lomé, plusieurs organisations de défense des droits humains et de la société civile ont pris la parole pour recadrer les interprétations jugées excessives de la décision communautaire.

Respect du droit, rejet des extrapolations

Au cœur de leur déclaration figure l'arrêt n° ECW/CCJ/JUD/01/26, rendu le 29 janvier 2026. Les organisations affirment respecter la Cour et le droit communautaire, mais refusent que la portée juridique de l'arrêt soit étendue au delà de son contenu. Elles rappellent que la Cour n'a ni annulé la Constitution du 6 mai 2024, ni ordonné une transition politique, ni imposé l'ouverture d'un dialogue national. Pour elles, certains acteurs politiques cherchent à faire dire à la décision ce qu'elle ne dit pas, transformant une lecture juridique en instrument de communication politique.

Pas de crise institutionnelle

Les signataires contestent l'idée d'une remise en cause globale du nouvel ordre constitutionnel. Elles soulignent que le processus de réforme a été précédé de débats parlementaires et de consultations citoyennes, et que les institutions républicaines fonctionnent conformément au cadre en vigueur. Selon elles, les divergences relèvent de



la confrontation légitime des idées, et non d'une crise institutionnelle.

Appel au dialogue et à l'apaisement

Tout en défendant une lecture stricte de l'arrêt, les organisations reconnaissent la légitimité des débats sur les réformes politiques. Elles appellent à éviter la radicalisation et à privilégier le dialogue, la concertation et le compromis républicain. « La paix durable ne naît pas de l'absence

de désaccords, mais de la volonté de les résoudre par le dialogue et le respect des règles communes », ont-elles affirmé.

Clarifier pour préserver la sérénité

À travers cette sortie médiatique, la société civile entend replacer le débat sur le terrain du droit et éviter les confusions dans l'opinion. Elle invite pouvoirs publics, partis politiques et citoyens à privilégier l'intérêt supérieur du pays et à transformer les

divergences en propositions constructives. En défendant une lecture stricte de l'arrêt de la CEDEAO, la société civile veut préserver la sérénité du débat public et rappeler que la consolidation de l'État de droit passe par le respect des textes, des procédures et des faits établis.

Patrick NIMA

Examens du CFA au Togo :

PLUS DE 50 000 APPRENTIS MOBILISÉS
POUR DÉCROCHER LEUR DIPLÔME D'ÉTAT

Le coup d'envoi officiel des épreuves du Certificat de fin d'apprentissage (CFA) a été donné ce mercredi 2 septembre sur l'ensemble du territoire togolais. Pour cette session, 50 613 candidats dont 35 185 femmes se présentent devant les jurys pour valider des années de formation pratique à travers 61 spécialités.

Une immersion au cœur des centres d'écrit loméens

Afin de s'assurer de la qualité de l'organisation et du déroulement effectif des épreuves, une délégation de haut niveau s'est rendue dans plusieurs centres de la capitale. La mission réunissait notamment Patibouyou Kirong, directeur de cabinet du ministère de l'Éducation nationale, Koffi Vinyo Mensah, son homologue en charge de l'Artisanat, ainsi qu'Adewa Sondou, président de l'Union des chambres régionales de métiers (UCRM).

Le cortège officiel a arpenté plusieurs établissements clés de Lomé, dont les lycées d'Enseignement

technique et professionnel (LETP) d'Adidogomé et d'Agoè-Nyivé Centre. Sur place, la délégation a pu observer les candidats en pleine exécution de leurs travaux pratiques à travers des disciplines variées : maçonnerie, menuiserie, couture, coiffure, tapisserie ou encore décoration.

Rigueur, qualité et création d'emplois

Face aux aspirants artisans, les officiels ont rappelé les exigences du monde du travail, insistant sur le respect des standards de qualité, la tenue des délais contractuels et la stricte application des règles d'hygiène.

« L'artisanat représente environ 18 % du Produit intérieur brut (PIB) du Togo. Nous avons vu des artisans à l'œuvre dans leurs différents ateliers et nous avons admiré des chefs-d'œuvre qui nous ont impressionnés », a souligné M. Kirong, réaffirmant la volonté de l'État de faire de ce secteur un moteur pour l'auto-emploi des jeunes.



De son côté, le président de l'UCRM, Adewa Sondou, a vivement encouragé les futurs diplômés à viser l'excellence et à faire preuve de

dynamisme entrepreneurial.

Le CFA demeure le véritable précieux sésame de l'apprentissage au Togo : il certifie de manière officielle les compétences professionnelles

acquises et ouvre la voie à une insertion active dans le tissu socio-économique du pays.

Emyl KANFITINE

« RadioCheck Togo » :

DES RADIOS COMMUNAUTAIRES RENFORCEES
POUR LUTTER CONTRE LES FAUSSES INFORMATIONS

Douze radios communautaires et locales des régions des Savanes, de la Kara et de la Centrale ont reçu, le 4 septembre à Lomé, des équipements modernes destinés à améliorer la production et la diffusion d'informations fiables. Cette initiative s'inscrit dans le cadre du projet RadioCheck Togo, mis en œuvre par le Centre d'observation et d'analyse du web (COAWEB/TogoCheck) avec l'appui de CFI Médias.

Le projet vise à doter les médias de proximité des moyens nécessaires pour faire face à la circulation rapide des fausses informations et des contenus trompeurs. Les équipements remis comprennent des tables de mixage, des onduleurs, des dispositifs de protection contre la foudre et des ordinateurs équipés de logiciels spécialisés dans la vérification de l'information. Un accompagnement technique est prévu pour l'installation et la formation des

techniciens, journalistes et animateurs des radios partenaires.

Les bénéficiaires sont répartis à raison de quatre radios par région. Dans les Savanes, il s'agit de Radio rurale communautaire des Savanes, Radio Barkoissi FM, Radio Tienokpe Kpendjal et Radio Laag N'Taaba Cinkassé. Dans la Kara, Radio Dawul, Radio Tabala, Radio La Voix de Dankpen et Radio Binah FM ont été retenues. La région Centrale compte

Radio Tchaoudjo FM, Radio Tchamba FM, Radio Cosmos FM et Radio Étinelle.

La ministre de la Communication, Mme Yawa Kouigan, a salué cette initiative en rappelant que la proximité des radios avec les communautés leur permet de détecter rapidement les rumeurs et informations douteuses. Elle a insisté sur l'importance de la vérification des faits pour consolider la crédibilité du journalisme et renforcer la confiance des citoyens envers les médias.

Le président du COAWEB/TogoCheck, Florent Tiassou, a expliqué que le projet accompagne les radios dans la production de contenus de sensibilisation, notamment à travers des capsules réalisées avec des humoristes afin de toucher un public plus large. Le porte parole des bénéficiaires, Kpegouni Fortuné de Radio Tchaoudjo FM, a exprimé sa gratitude et souligné que cet appui contribuera à améliorer le professionnalisme et les capacités rédactionnelles des radios partenaires.

Lancé en novembre 2024, RadioCheck Togo repose sur des ateliers de formation, des séances de coaching, la production de contenus pédagogiques et un accompagnement technique. Il ambitionne de transformer les radios locales en véritables acteurs de veille, de vérification et de diffusion d'informations fiables, adaptées aux langues et aux réalités des populations.

Avec RadioCheck Togo, les radios communautaires deviennent des remparts contre la désinformation et des vecteurs de cohésion sociale. En renforçant leurs moyens techniques et humains, le projet contribue à bâtir un paysage médiatique plus crédible, plus proche des citoyens et mieux armé pour relever les défis de l'information dans un monde saturé de rumeurs et de contenus trompeurs.

Emmanuel Shéyi ADEBAYOR

QUAND UN MODELE DE PERSEVERANCE PARLE A LA JEUNESSE TOGOLAISE

L'ancien capitaine des Éperviers du Togo, Emmanuel Adébayer, a une nouvelle fois marqué les esprits en s'adressant directement à la jeunesse togolaise lors d'une cérémonie de remise de kits scolaires organisée par la Ligue togolaise pour la protection de l'enfance (LTPE) le 31 Août dernier à Lomé. Devant des milliers d'élèves issus de familles défavorisées, l'icône du football africain a livré un message fort, centré sur la résilience, la détermination et la persévérance face aux difficultés. Adébayer n'est pas seulement une légende du sport. Il incarne un parcours de vie fait de combats, d'épreuves et de victoires arrachées à la force de la volonté. En partageant son expérience personnelle, il a rappelé que la réussite n'est jamais un chemin facile. « Ne pas abandonner, ne pas lâcher », a-t-il martelé, invitant les jeunes à garder leurs objectifs en vue malgré les obstacles. Ses mots résonnent comme un appel à la confiance en soi et à la ténacité, qualités qui lui ont permis de bâtir une carrière internationale exceptionnelle.



Au-delà de son histoire personnelle, l'ancien footballeur a insisté sur l'importance d'avoir une vision et des rêves. Pour lui, chaque jeune doit savoir où il veut aller et travailler sans relâche pour concrétiser ses ambitions.

Il a reconnu que certains de ses propres rêves restent encore à réaliser, preuve que la quête de réussite est un processus permanent. Ce témoignage sincère a donné une dimension humaine et inspirante à son

intervention.

Adébayer a également souligné la responsabilité collective de la jeunesse togolaise. Selon lui, le pays pourra compter dans les prochaines années sur une génération de footballeurs, médecins, entrepreneurs et responsables politiques capables de transformer le Togo. Il a rappelé que l'unité et la force collective sont des leviers puissants pour bâtir un avenir meilleur.

À travers ce message, Emmanuel Adébayer s'est affirmé une fois de plus comme une figure emblématique, non seulement du sport, mais aussi de l'engagement social. Son appel à la persévérance et à la résilience dépasse le cadre du football pour devenir une véritable leçon de vie. En encourageant les jeunes à croire en eux et à ne jamais renoncer, il contribue à forger une génération consciente de ses responsabilités et prête à relever les défis du futur.

Togoreveil

14^e Foire Adjafi :

LA JEUNESSE TOGOLAISE FAIT VIBRER L'INNOVATION

La 14^e édition de la Foire Adjafi a confirmé son rôle de tremplin pour l'entrepreneuriat togolais. À travers la séance de pitch « Place aux Startups Innovantes », onze jeunes porteurs de projets ont présenté leurs idées devant un jury exigeant. Agroalimentaire, environnement, nouvelles technologies : la diversité des initiatives illustre la créativité et l'audace de la jeunesse togolaise. Derrière chaque pitch, une ambition commune : transformer une idée en entreprise capable de créer de la valeur et des emplois durables.

Au-delà du concours, une vision

Pour les organisateurs, cette initiative dépasse le cadre d'une compétition. Elle s'inscrit dans une stratégie plus large : renforcer l'écosystème entrepreneurial en connectant directement les talents émergents aux financements et au mentorat.

Cette vision s'est concrétisée avec l'Adjafi Finance Business Hub, où quinze entrepreneurs ont

bénéficié d'un accompagnement personnalisé en structuration d'entreprise, comptabilité, fiscalité, propriété intellectuelle et préparation à la recherche de financement. Objectif : rendre ces startups plus « bancables » et prêtes à séduire les investisseurs.

Le défi du financement

Si le potentiel des projets a été salué, le jury a rappelé l'obstacle majeur : l'accès au financement. « Un projet sans financement, c'est une lettre morte », a résumé Georges Attisso, membre du jury. Les bailleurs attendent des preuves solides : stratégie commerciale claire, maîtrise des coûts et retour sur investissement démontré. Certains projets, notamment ceux axés sur les produits naturels et biologiques, ont retenu l'attention pour leur positionnement prometteur. Mais la compétitivité passera par une meilleure structuration et une optimisation des processus.

Une dynamique à transformer



Au-delà des pitches, « Place aux Startups Innovantes » a joué son rôle d'espace de connexion entre idées, expertise et opportunités. Le véritable enjeu est désormais de transformer l'élan de la foire en actions concrètes, avec l'appui du

réseau de partenaires mobilisés. Avec 11 projets présentés et 15 entrepreneurs accompagnés, cette édition confirme une tendance forte : l'innovation togolaise ne manque ni d'idées ni de talents. Le défi reste de transformer ces

initiatives en entreprises solides, compétitives et capables d'attirer des financements durables.

Patrick NIMA



FRIMET
...Une Afrique des métiers

CABINET DE GEOMATIQUE

Agoè-Nanegbé-Lomé-TOGO, non loin de la Station T-OIL NANEGBE,

00228 93 73 27 47 / 79 66 14 42 91 15 53 39 afrimetinter@gmail.com afrimet



- Base de données Spatiales
- Base de données Informatique SQL
- Production Cartographique
- Traitement d'images satellitaires
- Bâtiments et Travaux Publics (BTP)
- Lotissements et financement de lotissements

- Levés et plans de terrains
- Géolocalisation de terrains perdus
- Conception de plans de maisons
- Achat et vente de terrains/maisons
- Suivi des titres fonciers
- Formations

- Systèmes d'Information Géographique (SIG)
- Cartographie
- Géométrie
- Topographie
- Base de données SQL
- Géolocalisation (GPS)
- Architecture

...Une Afrique des métiers

Un projet audacieux au cœur des festivités Epé-Ekpé

ANEHO MISE SUR L'INNOVATION TOURISTIQUE AVEC « AIR GUINDOOA »

À l'occasion des célébrations d'Epé Ekpé, la Commune des Lacs 1 a inauguré, le 3 septembre 2026, un projet inédit baptisé Air Guindooa. Installé au carrefour Yessouvito, cet ancien avion de type AC 128, retiré du service en 2013, a été réhabilité pour devenir une attraction touristique et culturelle. Porté par le conseiller municipal Zepp Nicoué Kouété, en partenariat avec la mairie, le projet illustre la volonté d'Aného de diversifier son offre touristique et de renforcer son positionnement comme destination incontournable en Afrique de l'Ouest.

Entre pédagogie et loisirs

Au delà de l'attraction, « Air Guindooa » porte une dimension pédagogique affirmée. Le promoteur souhaite susciter chez les enfants et les jeunes d'Aného une vocation pour les métiers de l'aéronautique. Les écoles spécialisées pourraient même utiliser l'appareil comme support de formation. L'espace se veut également polyvalent : mariages, anniversaires, événements privés ou opérations de communication d'entreprises pourront y être organisés, multipliant les usages et renforçant l'attractivité du site.

Un levier de développement local

Sur place, le secrétaire général de la préfecture des Lacs, Gouyo Ekouévi, a salué une initiative audacieuse, rappelant que le tourisme demeure un vecteur essentiel de développement et de création d'emplois. Le sénateur maire Alexis Coffi Aquéréburu a, quant à lui, remercié le



promoteur pour sa ténacité et souligné l'appui de la Société Aéroportuaire de Lomé Tokoin dans la concrétisation du projet.

Une stratégie touristique affirmée

« Air Guindooa » rejoint une constellation de sites déjà valorisés par la commune : la forêt

urbaine, le jardin botanique de Hounsiafa et les fresques murales. Ensemble, ces initiatives traduisent une stratégie assumée de positionnement touristique régional, visant à faire d'Aného une ville phare du tourisme togolais.

Avec « Air Guindooa », Aného démontre qu'innovation et patrimoine peuvent se

conjuguer pour créer une nouvelle dynamique touristique. Ce projet audacieux illustre la capacité des collectivités locales à inventer des solutions originales pour attirer visiteurs, stimuler l'économie et inspirer les jeunes générations.

Togoreveil

Cecile Meba Choisit

MALIM

Tchoukoutchou & Awoula

Entre Tradition et Modernité

Marchés publics :**L'ARCOP SANCTIONNE DES IRREGULARITES A L'ANAC**

Le Comité de règlement des différends (CRD) de l'Autorité de régulation de la commande publique (ARCOP) a rendu public, le 4 septembre 2026, une délibération qui épingle plusieurs procédures de passation de marchés au sein de

l'Agence nationale de l'aviation civile (ANAC). L'affaire, révélée à la suite de dénonciations reçues en juin 2026, met en lumière des pratiques jugées contraires aux règles de transparence et de concurrence.

Au cœur du dossier figure le programme « CAR PLAN », destiné à l'acquisition de véhicules pour le personnel. Selon l'enquête, l'ANAC aurait procédé à l'achat d'au moins sept véhicules pour un montant supérieur à 150 millions de francs CFA, en dehors des procédures prévues par la réglementation. L'ancien responsable des marchés publics, M. Toître Nagwabe, aujourd'hui à la retraite, a reconnu l'existence de ce programme, présenté comme une politique d'attractivité et de fidélisation du personnel. Les véhicules étaient préfinancés

par l'agence avant d'être remboursés progressivement par les bénéficiaires. Le CRD a jugé ces acquisitions irrégulières et a estimé que la mise à disposition d'un véhicule au profit de l'ancien PRMP était « dénuée de tout fondement ».

Au delà du dossier des véhicules, l'investigation a révélé d'autres irrégularités dans des marchés financés par les ressources de la Redevance de développement aéroportuaire (RDA). Le Comité a déclaré nuls les marchés exécutés en dehors des plans de passation (PPM), ainsi que ceux inscrits au PPM mais réalisés sans procédure concurrentielle. Cette décision souligne la nécessité de respecter scrupuleusement les règles de la commande publique pour garantir l'équité et la transparence.

Le Directeur général par intérim de

l'ARCOP a été chargé de notifier la délibération aux responsables concernés, notamment le Directeur général de l'ANAC, le Président de son conseil d'administration, le Président du comité de gestion de la RDA et la Direction nationale du contrôle de la commande publique (DNCCP).

Cette affaire illustre la vigilance accrue de l'ARCOP dans sa mission de régulation et de contrôle des marchés publics. Elle rappelle que la transparence et la concurrence sont des principes incontournables pour préserver la crédibilité des institutions et renforcer la confiance des citoyens dans la gestion des ressources publiques.

Patrick NIMA

Santé publique :**LE TOGO TOUJOURS BIEN PRÉPARÉ CONTRE LE PALUDISME**

Le Togo engage une nouvelle offensive sanitaire contre le paludisme. À travers une vaste campagne de distribution gratuite de moustiquaires imprégnées, le gouvernement réduit davantage les risques de contamination et consolide les acquis enregistrés ces dernières années dans la lutte contre la maladie.

Financée à hauteur d'environ 1,3 milliard de francs CFA, la 6ème campagne de distribution de moustiquaires est une initiative de grande envergure qui s'inscrit dans la stratégie nationale de prévention et de réduction des cas de paludisme au Togo. Avant le début de la distribution, une opération de recensement de porte à porte est organisée du 26 mai au 7 juin 2026 sur toute l'étendue du territoire national. Cette phase permettra d'identifier et de dénombrer les ménages bénéficiaires.

À l'issue du recensement, des coupons de retrait seront remis aux familles afin qu'elles puissent récupérer leurs moustiquaires sur les sites de distribution prévus. Au total, 742 902 moustiquaires seront déployées dans les différentes régions du pays.

En 2025, cette campagne a permis de distribuer 530 742 moustiquaires imprégnées à longue durée d'action à l'échelle nationale. Cette opération, qui se déroule chaque année, produit d'excellents résultats sur le terrain.



massive de moustiquaires a montré une baisse notable de la morbidité palustre chez les enfants après la campagne nationale intégrée de santé infantile.

Chez les femmes enceintes, ces campagnes réduisent les risques d'anémie sévère, de fausses couches et de faible poids à la naissance. Elles sont renforcées par d'autres mesures de prévention et de prise en charge mises en œuvre par le gouvernement togolais.

Des mesures qui renforcent la lutte

Outre les campagnes de distribution de moustiquaires imprégnées, le gouvernement met en œuvre d'autres mesures de prévention et de prise en charge. Parmi ces mesures figure l'intégration du vaccin antipaludique

R21/Matrix-M dans le Programme élargi de vaccination (PEV) depuis le 1er septembre 2025. Faisant figure de pionnier, le Togo est devenu l'un des premiers pays d'Afrique à déployer ce vaccin à l'échelle nationale dès son lancement, ciblant environ 269 000 enfants de moins de 5 ans par an.

De plus, en 2021, le programme Wezou a été lancé pour assurer la prise en charge des frais liés aux consultations, aux examens et aux soins, afin de réduire les complications palustres chez la mère et le nouveau-né. À fin septembre 2024, plus de 633 000 femmes enceintes avaient bénéficié du programme, pour plus de 3,2 millions de prestations médicales.

Par ailleurs, depuis le 6 mai 2019, le gouvernement a instauré la gratuité du diagnostic et du traitement des formes

graves du paludisme dans les structures sanitaires publiques et agréées du pays. Cette politique favorise l'accès universel aux soins en garantissant la gratuité des tests de diagnostic rapide (TDR) et des médicaments antipaludiques.

À travers cet ensemble de mesures, le Togo confirme sa volonté de réduire durablement le poids du paludisme sur les populations. La combinaison de la prévention, de la vaccination et de la gratuité des soins constitue aujourd'hui un levier essentiel pour améliorer les indicateurs de santé publique et protéger les couches les plus vulnérables de la population.



Chers usagers de la route,

Présenter les gros billets au poste de péage, crée l'embouteillage, les longues files d'attente, les heurts et la perte de temps.

Présenter aux guichets des péages la juste monnaie selon la catégorie de votre engin, est un acte civique et citoyen qui évite les longues files d'attente et fait gagner en temps.

Tous pour la fluidité du franchissement aux postes de péage.

Ceci est un message de la Société Autonome de Financement de l'Entretien Routier (SAFER)

Ressources humaines dans l'administration publique :

UNE FÉMINISATION RÉELLE AU TOGO



Les chiffres relatifs aux effectifs féminins dans les ministères et institutions engagés dans le budget sensible au genre en 2025 dessinent un tableau reluisant, quoique à améliorer. C'est le Togo qui s'affirme au féminin.

Sur 78 378 agents publics, 19 335 sont des femmes, soit environ 24,7 % des effectifs. Au niveau de l'encadrement, elles occupent 3 486 postes de responsabilité sur 15 303, représentant 22,78 %. La question qui s'impose est simple mais essentielle :

s'agit-il d'un bon ou d'un mauvais signe ?

Une progression encourageante

D'un côté, les données évoquées témoignent d'une présence féminine réelle dans l'appareil administratif. Le fait que près d'un quart des agents publics soient des femmes indique une progression vers une meilleure inclusion, surtout dans un contexte où, historiquement, les fonctions administratives et décisionnelles étaient

fortement masculinisées.

Le principe du budget sensible au genre, justement, vise à corriger ces déséquilibres structurels en intégrant la dimension de l'équité dans la gestion publique.

D'un autre côté, les chiffres révèlent quelques limites que sont en train de corriger le gouvernement, prenant en compte les barrières souvent invisibles mais persistantes, allant des stéréotypes sociaux aux mécanismes de promotion interne, en passant par les contraintes liées

à la conciliation entre vie professionnelle et vie familiale.

Les résultats de 2025 peuvent donc être interprétés comme un signal intermédiaire. Ni un échec, ni une victoire aboutie. Plutôt une transition en cours, où les fondations de l'égalité sont posées mais encore fragiles, mais avec la certitude que la «féminisation» de l'administration publique est de plus en plus réelle sur le territoire.

Faire davantage

Pour transformer cette présence relative en véritable parité, plusieurs leviers restent essentiels et les pouvoirs publics sont d'accord : le renforcement des politiques de promotion interne, quotas ou objectifs chiffrés dans les postes de direction, mentorat des jeunes fonctionnaires féminines, application rigoureuse des principes du budget sensible au genre au-delà des intentions déclarées.

C'est donc tout naturellement que ces chiffres sont comme un miroir de la transformation sociale en cours au Togo. Ils montrent un mouvement réel, mais encore incomplet. Le défi n'est donc pas seulement d'augmenter la présence des femmes dans l'administration, mais de garantir leur accès équitable aux lieux où se prennent les décisions.

L'engagement du pays à y parvenir est infaillible, lui qui met d'habitude beaucoup de moyens pour atteindre ses objectifs. Ne dit-on pas qu'à cœur vaillant rien d'impossible ?

Environnement numérique du travail :

L'ÉCOLE TOGOLAISE À L'HEURE DU BASCULEMENT DIGITAL

C'est l'ère où les sociétés contemporaines redéfinissent leurs modes d'apprentissage sous l'effet conjugué des technologies et des mutations pédagogiques. Le Togo, qui sait qu'il faut vivre avec le temps moderne, s'engage dans la même direction. L'introduction de l'Environnement numérique du travail (ENT) dans le secteur éducatif marque une étape décisive dans la transformation du système scolaire.

La décision ouvre la voie à une école plus connectée, plus interactive et davantage en phase avec les exigences du XXI^e siècle. Pensé comme un espace numérique structurant, l'ENT incarne une vision renouvelée de l'éducation, où l'accès à l'information, la fluidité des échanges et la personnalisation des apprentissages deviennent essentiels à la réussite.



Un outil au service de la modernisation pédagogique

L'ENT permet de centraliser, dans un même espace sécurisé, l'ensemble des ressources pédagogiques, des supports de cours, des devoirs et des outils d'évaluation. Élèves, enseignants et encadreurs y trouvent un environnement propice à

l'apprentissage continu, affranchi des contraintes traditionnelles de temps et d'espace.

Pour les enseignants, cet outil offre des possibilités accrues d'innovation pédagogique. Il facilite la diversification des méthodes d'enseignement, encourage l'interactivité et permet un suivi plus précis des performances des apprenants.

Pour les élèves, il ouvre un accès élargi au savoir, favorise l'autonomie et développe des compétences numériques désormais indispensables dans le monde contemporain.

Un levier d'inclusion et d'équité

L'Environnement numérique de travail (ENT) au Togo se

révèle comme un projet clé qui vivifie l'enseignement et comble l'adéquation formation/emploi. Le projet a été inauguré en juillet 2018, avec pour objectif d'intégrer les TIC dans l'enseignement secondaire et technique, en commençant par les lycées scientifiques.

Porté conjointement par les ministères de l'Enseignement

et de l'Économie numérique, il s'inscrit dans la stratégie Togo Digital 2025, qui vise à généraliser l'accès à Internet haut débit, objectif soutenu par un leitmotiv : « Aucun Togolais à plus de 5 kilomètres d'un point d'accès Internet haut débit ».

En 2018, au total 181 salles étaient déjà connectées, avec plus de 1 000 équipements informatiques (ordinateurs, imprimantes, vidéoprojecteurs) mis à la disposition de 8 500 élèves et 820 enseignants et personnels administratifs qui bénéficiaient du projet dans 10 lycées répartis sur l'étendue du territoire. Comme le projet Wifi Campus, qui permet de doter les universités et CHU du Togo d'une bonne connexion Internet, l'Environnement numérique du travail participe à la réduction des inégalités d'accès à l'éducation.

L'ENT, s'il faut conclure, préfigure une mutation du rapport au savoir. Il ne s'agit plus seulement d'apprendre, mais d'apprendre autrement, dans un univers où la connaissance circule librement et où les frontières entre l'école et le monde extérieur s'estompent progressivement.

LA FORMATION DE COURTE DURÉE, UNE RÉPONSE RAPIDE À L'EMPLOI DES JEUNES TOGOLAIS

La question de l'emploi des jeunes impose son rythme aux politiques publiques, obligeant à penser des réponses à la fois rapides, efficaces et adaptées aux réalités du terrain. Dans cette recherche d'équilibre entre urgence et pertinence, les formations de courte durée, connues sous l'appellation FCD, s'affirment progressivement comme une solution crédible, portée par une ambition simple mais exigeante : celle de former utilement en peu de temps et de permettre une insertion presque immédiate.

Elles sont conçues dans le cadre de la Feuille de route gouvernementale. Dans le même élan, les réformes engagées ces dernières années pour rapprocher le système éducatif du monde professionnel trouvent ici une traduction concrète. Le décret du 14 octobre 2025 vient consolider cette orientation en facilitant les passerelles entre les différents parcours, permettant aux jeunes de construire des trajectoires plus souples et plus cohérentes.

Apprendre vite pour répondre à des besoins réels

À la différence des parcours classiques, souvent longs et parfois éloignés des attentes du marché, les FCD privilégient une approche resserrée, centrée sur l'essentiel. En l'espace de 2 à 6 mois, les bénéficiaires acquièrent des compétences directement mobilisables, grâce à des formations dispensées aussi bien en entreprise que dans des centres spécialisés, où la pratique occupe une place centrale.

Ce choix pédagogique répond à une logique d'efficacité, en orientant les jeunes vers des

secteurs où les besoins sont clairement identifiés. L'agriculture, le maraîchage, l'élevage, la pisciculture, la transformation agroalimentaire, mais aussi l'artisanat et les services constituent autant de domaines dans lesquels les opportunités existent et peuvent être rapidement saisies. Ainsi, plutôt que de multiplier les formations sans débouchés, le dispositif fait le pari d'une adéquation fine entre les compétences acquises et les réalités économiques.

Le FNAFPP, un acteur public clé

Si le dispositif tient aujourd'hui sa promesse, c'est en grande partie grâce à l'implication du Fonds national d'apprentissage, de formation et de perfectionnement

professionnels (FNAFPP). Ce dernier agit comme un véritable levier, en assurant à la fois le financement des formations et l'accompagnement des acteurs impliqués. En 2020, par exemple, 2 043 personnes ont bénéficié de l'appui du fonds, tandis qu'en 2021, près de 2 000 ont été formées.

Son intervention s'étend à l'identification des besoins en compétences, à l'appui aux entreprises et aux organisations professionnelles dans la conception de leurs projets de formation, ainsi qu'à la promotion de modèles d'apprentissage plus ancrés dans la réalité du travail, notamment à travers l'alternance. Cette présence à chaque étape permet de garantir une certaine cohérence d'ensemble et d'éviter les décalages entre l'offre de formation et la demande du marché.



Montée en puissance progressive

Grâce à l'appui régulier du FNAFPP, le développement des FCD s'est appuyé sur une démarche progressive, permettant d'ajuster le dispositif au fil des expériences. Une première phase pilote a concerné 65 jeunes, ouvrant la voie à une extension à 100 bénéficiaires en 2023, puis à 175 en 2024. Aujourd'hui, ce sont 275 jeunes qui ont été formés et accompagnés.

Cette progression s'appuie sur une coordination assurée par la Direction de la formation professionnelle et de l'apprentissage, avec le concours de partenaires techniques et financiers. À ce titre, l'appui de la coopération allemande, à travers ses projets, a joué un rôle déterminant. Le projet

ProDED a permis de former 65 bénéficiaires dès la phase pilote, posant les bases du dispositif, tandis que le projet ProEmploi+ a contribué à élargir l'initiative en accompagnant, à ce jour, 349 jeunes.

Depuis 2022, plus de 7 cohortes ont ainsi été formées, représentant plus de 800 bénéficiaires répartis dans une vingtaine de métiers, ce qui traduit une dynamique désormais bien installée.

Insertion facilitée

Mais former ne suffit pas si les bénéficiaires ne disposent pas des moyens nécessaires pour se lancer. C'est dans cette optique que s'inscrit la remise de kits d'installation, organisée le 19 mars 2026 dernier à Lomé au profit de 275 jeunes.

Chaque kit, conçu en fonction du métier appris, comprend

les outils indispensables pour démarrer une activité dans des conditions satisfaisantes. Qu'il s'agisse d'outils agricoles, d'équipements d'irrigation, de matériel d'élevage, d'instruments de transformation ou d'outils de construction, l'ensemble vise à rendre opérationnels des jeunes désormais formés.

Cette diversité des équipements fait écho à celle des filières proposées, qui vont du maraîchage et du compostage à la pisciculture, en passant par la production d'huiles végétales, la transformation de produits carnés et halieutiques, les soins corporels, la maçonnerie ou encore les techniques d'irrigation. Autant de domaines dans lesquels les bénéficiaires peuvent envisager une activité viable.

27 NOV
13 DEC
2026

F^{21^e} ^{ÉDITION} iRE

INTERNATIONALE DE LOMÉ

Foire de toutes les opportunités

Thème

Lomé, Hub du commerce et des
investissements en Afrique



+1300
Exposants

+800.000
Visiteurs

900.000 m²
d'Espace



EXPOSITIONS



RENCONTRES B2B



FORMATIONS



DIVERTISSEMENTS



CETEF
TOGO-2000

+228 91207070 | 99207070 | 79500000

www.cetef.tg

[facebook](#) [twitter](#) [instagram](#) cetef